

## **FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI**

### **Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

---

Société de Commissariat aux comptes, inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux comptes,  
rattachée à la compagnie régionale des commissaires aux comptes Dauphiné-Savoie

Siège social : 9 rue Jules Ferry 74000 ANNECY - Tel : 04 50 02 91 94  
RCS ANNECY 791 082 365 - Code NAF 6920 Z - SAS au capital de 436 850 Euros

# **FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI**

100 rue Paul VERLAINE – 74130 BONNEVILLE

Association

N° SIRET : 417 503 125 00011

## **Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

### **1 Opinion sur les comptes annuels**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **2 Fondement de l'opinion**

#### **2.1 *Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **2.2 *Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **3 Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les disponibilités.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4 Vérifications du rapport financier et des autres documents adressés aux membres de l'association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **5 Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par conseil d'administration.

## **6 Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

**FAUCIGNY MONT  
BLANC  
DEVELOPPEMENT -  
MAISON DE  
L'EMPLOI**

*Rapport Commissaire aux  
Comptes sur les comptes  
annuels*

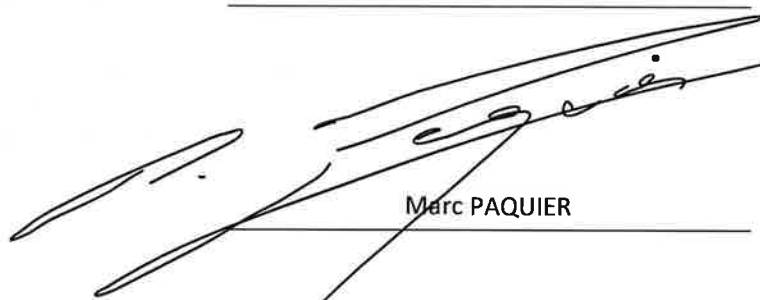
*Exercice clos  
le 31 décembre 2023*

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Fait à Annecy, le 29 avril 2024,*

*Le Commissaire aux Comptes*

**Audicé Alpes**  
Commissaires aux comptes



Marc PAQUIER

# **FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI**

Comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2023

## Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le <b>31/12/2023</b> (12 mois)		Exercice précédent <b>31/12/2022</b> (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	5 480	5 480			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains	11 449		11 449		11 449
Constructions	135 575	16 708	118 867	24 174	94 693
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	150 785	106 320	44 465	57 018	- 12 553
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes				125 591	- 125 591
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	7 631		7 631	7 631	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>310 920</b>	<b>128 508</b>	<b>182 412</b>	<b>214 413</b>	<b>- 32 001</b>
<b>Actif circulant</b>					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	51 789		51 789	30 887	20 902
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	249 429		249 429	183 084	66 345
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	315 114		315 114	347 933	- 32 819
Charges constatées d'avance	6 791		6 791	10 700	- 3 909
<b>TOTAL (II)</b>	<b>623 123</b>		<b>623 123</b>	<b>572 604</b>	<b>50 519</b>
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>934 042</b>	<b>128 508</b>	<b>805 535</b>	<b>787 017</b>	<b>18 518</b>



## Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
<b>Fonds propres</b>			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	45 421	45 421	
. Fonds propres complémentaires	401 352	401 352	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	-15 524	-87 883	72 359
Excédent ou déficit de l'exercice	68 699	72 359	- 3 660
Situation nette (sous total)	499 948	431 249	68 699
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	47 328	54 090	- 6 762
Provisions réglementées			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>547 275</b>	<b>485 339</b>	<b>61 936</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés		45 000	- 45 000
<b>TOTAL (II)</b>		<b>45 000</b>	<b>- 45 000</b>
<b>Provisions</b>			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	28 392	21 156	7 236
<b>TOTAL (III)</b>	<b>28 392</b>	<b>21 156</b>	<b>7 236</b>
<b>Dettes</b>			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	114 699	121 228	- 6 529
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 328	48 150	- 18 822
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	74 096	66 144	7 952
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	952		952
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	10 792		10 792
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>229 867</b>	<b>235 522</b>	<b>- 5 655</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>805 535</b>	<b>787 017</b>	<b>18 518</b>

## Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Produits d'exploitation</b>				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	64 852	67 219	- 2 367	-3,52
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	801 000	678 213	122 787	18,10
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	28 595	52 655	- 24 060	-45,69
Utilisations des fonds dédiés	45 000	66 009	- 21 009	-31,83
Autres produits	313	94	219	232,98
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>939 760</b>	<b>864 190</b>	<b>75 570</b>	<b>8,74</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	301 122	257 539	43 583	16,92
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	27 360	14 497	12 863	88,73
Salaires et traitements	404 625	385 687	18 938	4,91
Charges sociales	96 304	93 919	2 385	2,54
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	24 049	14 629	9 420	64,39
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés		45 000	- 45 000	-100
Autres charges	12 614	4	12 610	N/S
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>866 075</b>	<b>811 275</b>	<b>54 800</b>	<b>6,75</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)</b>	<b>73 686</b>	<b>52 915</b>	<b>20 771</b>	<b>39,25</b>
<b>Produits financiers</b>				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	2 297	1 148	1 149	100,09
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>2 297</b>	<b>1 148</b>	<b>1 149</b>	<b>100,09</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	3 146	62	3 084	N/S
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
<b>Total des charges financières (IV)</b>	<b>3 146</b>	<b>62</b>	<b>3 084</b>	<b>N/S</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III – IV)</b>	<b>-849</b>	<b>1 087</b>	<b>- 1 936</b>	<b>-178,10</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)</b>	<b>72 837</b>	<b>54 002</b>	<b>18 835</b>	<b>34,88</b>

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion	487		487	N/S
Sur opérations en capital	6 762	6 762		0,00
Reprises sur provisions et transferts de charges		16 594	- 16 594	-100
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>	<b>7 249</b>	<b>23 356</b>	<b>- 16 107</b>	<b>-68,96</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	4 151	5 000	- 849	-16,98
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	7 236		7 236	N/S
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>	<b>11 387</b>	<b>5 000</b>	<b>6 387</b>	<b>127,74</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-4 138</b>	<b>18 356</b>	<b>- 22 494</b>	<b>-122,54</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	949 306	888 695	60 611	6,82
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	880 607	816 336	64 271	7,87
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>68 699</b>	<b>72 359</b>	<b>- 3 660</b>	<b>-5,06</b>
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature	5 740		5 740	N/S
. Bénévolats	33 000	33 000		0,00
<b>Total</b>	<b>38 740</b>	<b>33 000</b>	<b>5 740</b>	<b>17,39</b>
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services	5 740		5 740	N/S
. Prestations				
. Personnel bénévole	33 000	33 000		0,00
<b>Total</b>	<b>38 740</b>	<b>33 000</b>	<b>5 740</b>	<b>17,39</b>

## Annexes Associations

### PREAMBULE

La maison de l'emploi a pour objet de :

- contribuer à la coordination des actions menées dans le cadre du service public de l'emploi ;
- exercer des actions en matière de prévision des besoins de main-d'œuvre et de reconversion des territoires, notamment en cas de restructurations ;
- participer également à l'accueil et à l'orientation des demandeurs d'emploi, à l'insertion, à l'orientation en formation, à l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des salariées et à l'aide à la création d'entreprise.

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 805 534,90 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 68 698,95 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 15/03/2024 par les dirigeants.

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

Faits caractéristiques pouvant concerner l'activité, l'évolution prévisible, des opérations comptables, des événements importants...au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant.

- Changement de méthode ou d'estimation et impact ;
- Evénements postérieurs ;
- Litiges (social, fiscal, ...) ;
- Evolution de la structure financière (emprunt, capital, endettement) ;
- Fonds propres négatifs ;
- Modifications sensibles dans la ou les activités de l'association :
  - Création d'établissements ;
  - Création d'une nouvelle activité ;
  - Cessation d'une activité (ex : échéance d'une convention) ;
  - Etc.... ;
- Etc.... ;

Ou

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

## PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

## PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

### **Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

**Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

**Contributions volontaires :**

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement selon la convention collective.

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

Ces contributions représentent la somme de 33 000 euros en 2023.

## Annexes Associations (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	5 480			5 480
Immobilisations corporelles	305 761	117 639	-125 591	297 809
Immobilisations financières	7 631			7 631
<b>TOTAL</b>	<b>318 872</b>	<b>117 639</b>	<b>-125 591</b>	<b>310 920</b>

#### Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	5 480			5 480
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL I</b>	<b>5 480</b>			<b>5 480</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	8 359	8 348		16 708
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	48 168	2 702		50 870
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	6 676	5 040		11 716
Matériel de bureau et informatique	35 775	7 959		43 734
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>98 978</b>	<b>24 049</b>		<b>123 028</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>104 458</b>	<b>24 049</b>		<b>128 508</b>

*Si l'association dispose pour l'exercice de son activité d'immobilisations sans en être propriétaire (prêt à usage, crédit-bail), une information les concernant est à donner si leur importance le justifie.*

*Fournir une explication en cas de reprise exceptionnelle d'amortissement. Les éléments significatifs ou importants peuvent être précisés.*



**Etat des créances et charges constatées d'avance**

<b>Créances</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Echéances jusqu'à 1 an</b>	<b>Echéances à plus d'un an</b>
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	51 789	51 789	
Autres créances			
<b>Charges constatées d'avance</b>	6 791	6 791	
<b>TOTAL</b>	<b>58 580</b>	<b>58 580</b>	

**Etat des produits à recevoir**

<b>Produits à recevoir</b>	<b>Montant</b>
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	600
Subventions/financements	231 154
Autres produits à recevoir	15 526
<b>TOTAL</b>	<b>247 280</b>

## Annexes Associations (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	446 773				446 773
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-87 883	72 359			-15 524
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	72 359		68 699		68 699
Dont générosité du public					
<b>Situation nette</b>	<b>431 249</b>	<b>72 359</b>	<b>68 699</b>		<b>499 948</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	54 090			6 762	47 328
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
<b>TOTAL</b>	<b>485 339</b>	<b>72 359</b>	<b>68 699</b>	<b>6 762</b>	<b>547 275</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>					

### **Analyse des fonds dédiés**

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

<b>Variation des fonds dédiés</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Reports</b>	<b>Utilisations : Montant global</b>	<b>Utilisations : Dont remboursements</b>	<b>Transferts</b>	<b>A la clôture : Montant global</b>	<b>A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices</b>
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	45 000		45 000				
<b>TOTAL</b>	<b>45 000</b>		<b>45 000</b>				

*Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet.*

### Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	21 156	7 236		28 392
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	45 000		45 000	
<b>TOTAL (II)</b>	<b>66 156</b>	<b>7 236</b>	<b>45 000</b>	<b>28 392</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>66 156</b>	<b>7 236</b>	<b>45 000</b>	<b>28 392</b>
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation			45 000	
- financières				
- exceptionnelles		7 236		

### Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	114 699	7 025	29 209	78 466
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	29 328	29 328		
Dettes fiscales et sociales	74 096	74 096		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	952	952		
Produits constatés d'avance	10 792	10 792		
<b>TOTAL</b>	<b>229 867</b>	<b>122 193</b>	<b>29 209</b>	<b>78 466</b>

### Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	202
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	5 641
Dettes fiscales et sociales	41 310
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>47 153</b>

## Annexes Associations (suite)

### NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### **Subventions d'investissements**

Indiquer :

- Montants reçus pendant l'exercice ;
- Immobilisations financées ;
- Mode de comptabilisation suivant que le renouvellement incombe ou non à l'association.

#### **Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels**

	<b>Net</b>
<b>Produits exceptionnels</b>	7 249
Sur opérations de gestion	487
Produits de cession des éléments d'actif	6 762
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
<b>Charges exceptionnelles</b>	11 387
Sur opérations de gestion	4 151
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	7 236
Charges sur exercices antérieurs	
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-4 138</b>

## Annexes Associations (suite)

### AUTRES INFORMATIONS

#### **Engagements et sûretés réelles consenties**

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

#### **Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés**

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 28392 Euros.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel : Faible pour les non cadres
- le taux moyen d'augmentation des salaires
- le taux d'actualisation retenu : 3 %
- le taux moyen des charges sociales : 40 %

#### **Effectif moyen**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres		
Non cadres	13	
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>0</b>

#### **Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3 552 Euros.

## **FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI**

**Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur  
les conventions réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice  
clos le 31 décembre 2023**

**FAUCIGNY MONT BLANC  
DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI**

100 Rue Paul VERLAINE – 74130 BONNEVILLE

Association

N° SIRET : 417 503 125 00011

**Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur  
les conventions réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice  
clos le 31 décembre 2023**



## **Rapport Spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

- **Entre votre Association et la Mission Locale Jeunes Faucigny - Mont-Blanc**

### Personnes concernées

Il s'agit des personnes suivantes, ceux-ci sont les administrateurs communs entre les deux entités :

Structure	Prénom Nom
Sous Préfecture de l'arrondissement de Bonneville	Rémy DARROUX
DDETS	Chrystèle MARTINEZ
DDETS	Alexandre LARONCE
France TRAVAIL	Michel DEBERNARDY
France TRAVAIL	Carine DEGALLAIX
France TRAVAIL	Francois CARILLO
REGION AUVERGNE RHÔNE ALPES	Laurent WAUQUIEZ
Conseil Départemental	Martial SADDIER
CCPR/FMBD	Eddi ETIENNE
CCFG	Stéphane VALLI
CCFG	Philippe MONET
CCPMB	Véronique CLEVY
CCVCMB	Jeremy VALLAS
CCMG/FMBD	Joël VAUDEY
CCMG	Johanna THENON
Trésorière MLJ / FMBD	Nathalie DESCHAMPS
GNI RHONE ALPES REGION EST	Paul DUVERGER
Groupeement des acteurs économiques de Sallanches	
Chambre des Métiers et de l'Artisanat	Olivier TAVERNIER

### Nature et objet : Convention de partenariat

Votre Association a signé avec la Mission Locale Jeunes Faucigny - Mont-Blanc une convention relative à la mise en commun de moyens et compétences, qui se traduit par la mise à disposition réciproque de personnel à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et pour une durée de 3 ans.

### Modalités

Le montant comptabilisé en charges relatif à cette convention s'élève à 60 158 € et un produit de 4 478 € pour l'exercice 2023.

**FAUCIGNY MONT  
BLANC  
DEVELOPPEMENT -  
MAISON DE  
L'EMPLOI**

*Rapport Spécial du  
Commissaire aux  
Comptes sur les  
conventions réglementées*

*Exercice clos  
le 31 décembre 2023*

Nature et objet : Convention de mise à disposition de locaux

Votre Association a signé avec la Mission Locale Jeunes Faucigny - Mont-Blanc une convention, relative à la mise à disposition par la FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI, des locaux de Verchaix et Bonneville, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et pour une durée de 12 mois.

Le montant comptabilisé en produits relatif à cette convention s'élève à 32 317 € pour l'exercice 2023.

Nature et objet : Convention de mise à disposition de locaux

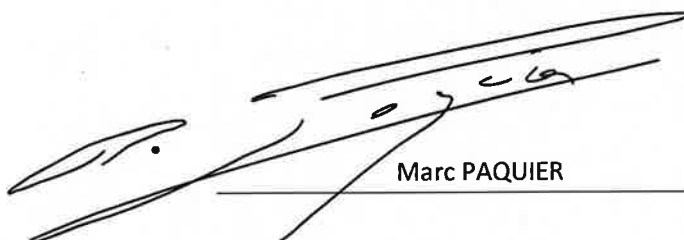
Votre Association a signé avec la Mission Locale Jeunes Faucigny - Mont-Blanc une convention relative à la mise à disposition, par la MLJF, des bureaux sur le site de Sallanches à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et pour une durée de 12 mois.

Le montant comptabilisé en charges relatif à cette convention s'élève à 24 190 € pour l'exercice 2023.

*Fait à Annecy, le 29 avril 2024,*

*Le Commissaire aux Comptes*

**Audicé Alpes**  
Commissaires aux comptes



Marc PAQUIER

